ANALYSE HISTORIQUE DES RELATIONS BILATÉRALES INTER-ÉTATS ENTRE LE CONGO-BRAZZAVILLE ET CAMEROUN AU LENDEMAIN DES INDÉPENDANCES : ENTRE RUPTURE ET CONTINUITÉ (1962-2019)

Bienvenu MBILA ENYEGUE
Université de Yaoundé 1, Cameroun
mbilabienvenu@gmail.com
&
Joffre Pavel MEB-GANY
Université de Yaoundé I, Cameroun

Résumé : Le Congo-Brazzaville et la République du Cameroun sont deux entités politiques de la zone Afrique Centrale qui sont en réalité liées sur plusieurs aspects : géographiques, culturels voire historique. Après leur accession à la souveraineté nationale et internationale, ces deux pays décident de tisser et matérialiser leurs relations bilatérales qui, vont par la suite traverser des moments de turbulences intenses au point de connaitre une véritable conjoncture diplomatique. Etant liés sur plusieurs points, cette étude vise effectivement à montrer les moments de turbulences ayant occasionnés la rupture diplomatique entre les deux Républiques. Elle vise de également à montrer comment leurs relations se sont améliorées après plusieurs années de tension. Par les techniques documentaires collectées dans les différents centres de recherche, les sources de cette étude ont été recueillies dans les œuvres écrites, orales, internet ainsi que à travers les différents entretiens semi-directs et directs. A travers les approches réaliste, libérale, politico-diplomatique et d'intégration ayant permis d'interpréter et de traiter les données collectées. Ce travail opte pour une démarche méthodologique géopolitique, géostratégique et géoéconomique qui nous ont permis de faire une analyse diachronique des faits.
Mots clés : analyse historique, relations bilatérales, inter-Etat, lendemain des indépendances, rupture ou continuité

HISTORICAL ANALYSIS OF BILATERAL INTER-STATES RELATIONS BETWEEN CONGO-BRAZZAVILLE AND CAMEROON AFTER INDEPENDENCE: BETWEEN RUPTURE AND CONTINUITY (1962-2019)

Abstract : Congo-Brazzaville and the Republic of Cameroon are two political entities of Central African zone which are actually linked on several aspects: geographical, cultural, even historical. After their accession to national and international sovereignty, these two countries decide to weave and materialize their bilaterals relations which will then go through moments of intense turbulence to the point of experiencing a real diplomatic situation. Being linked on several points, this study actually aims to show the moments of turbulence that caused the diplomatic rupture between the two Republics. It also aims to show how their relationship has improved after several years of tension. By the documentary technique collected in the various research centers, the sources of this study were collected in written, oral, archival and internet works. They were supplemented by direct and semi-direct interviews. Through the realistic, liberal, politico-diplomatic and integration approaches that have made it possible to interpret and process the data collected, this work opts for a geopolitical, geostrategic and geoeconomic methodological approach that has enabled us to make a diachronic analysis of the facts.
Keywords: analysis, bilateral relations, inter-state, after independence, rupture or continuity

Introduction

Pour des raisons d'intégrations économiques, le continent africain est scindé en cinq régions dont chacune d'elle est dotée d'une Communauté Economique donnée. Comme les autres régions africaines, l'Afrique Centrale a pour Communauté Economique Régionale (CER) la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) née en 1983 et composée de 11 Etats dont les Républiques du Congo et du Cameroun. Ces deux Etats bien que liés par la géographie et l'histoire, ils sont aussi membres permanents de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Leur destin commun fait qu'en 1960 les deux Etats accèdent à la souveraineté internationale durant la même période dont l'un le 1er janvier et l'autre le 15 août de la même année. Etant autonome, ils manifestent une volonté de solidariser leurs liens amicaux et harmonisés leurs relations bilatérales pour des simples raisons d'instaurer un climat de paix, de sécurité transfrontalière et de bon voisinage. Mais, pour des questions purement idéologiques nées durant la Guerre Froide, les relations entre ces deux Etats vont connaitre des véritables moments de turbulence qui vont instaurer un climat de méfiance politique entre les leaders étatiques de ces deux acteurs des relations internationales. En effet, le Cameroun accusait les autorités congolaises d'apporter le soutien aux nationalistes Upécistes qui manifestent une attitude d'hostilité à l'égard du pouvoir du président Ahmadou Ahidjo jugé par ces derniers d'être pro-occidental. De l'autre côté, les autorités congolaises remettent en cause ces accusations tout en évoquant l'incapacité des dirigeants camerounais d'appliquer le monopole de la violence légitime dans leur pays. Face à cela, on se pose les questions de savoir : quelles sont les différentes raisons ayant occasionnées la rupture des relations bilatérales entre ces deux entités politiques ? En quel moment peut-on parler de la normalisation des rapports réguliers entre ces deux pays ? Quels sont les facteurs ayant contribués à normaliser ces dernières ?

Face à toutes ces préoccupations, nous avons articulés ce travail en trois grandes articulations : tout d'abord, nous examinons les origines des relations bilatérales Congo-Cameroun, ensuite nous identifions les raisons qui sont à l'origine de la rupture des rapports diplomatiques entre ces deux Etats. Et enfin, nous évoquons les éléments qui ont œuvrés à normaliser, mieux encore à apaiser les relations bilatérales entre le Congo-Brazzaville et le Cameroun.

Pour essayer de répondre à cette question, il va s'agir de convoquer la théorie de l'Intégration ou du libre-échange, le libéralisme et l'approche politico-diplomatique qui permettent de comprendre les structures organisationnelles et les rapports entre Etats. La problématique va s'accompagner des hypothèses inter-actions qui rendent l'analyse empirique et pragmatique. En guise d'approche méthodologique, la méthode géopolitique va permettre d'appréhender les interactions relationnelles entre les deux États sur divers plans. Elle est opérationnalisée par une approche duale : quantitative et qualitative. Qui, à travers la collecte des sources archivistiques et bibliographiques,

l'échantillonnage et les entretiens semi - directs, permet de faire une analyse diachronique et synchronique des faits socioéconomiques, politique, sécuritaires entre ces deux entités.

1. Aux origines des relations bilatérales entre le Congo-Brazzaville et le Cameroun

Les relations bilatérales entre le Cameroun et le Congo-Brazzaville ne datent pas d'aujourd'hui. En effet, elles ce sont diversifiées depuis 1960, plus précisément au lendemain des indépendances de ces deux Etats d'Afrique Centre. Parti des relations tendues au départ, car le Cameroun accusait le Congo de soutenir les nationaliste Upécistes qui s'opposaient à l'administration coloniale française et au Président Ahmadou Ahidjo qu'ils accusaient être un valet du colon français. Ces relations se normalisèrent au fils des années.

1.1. L'établissement des relations bilatérales Congo-Cameroun au début des années 1960

En sortant de la période des indépendances, les autorités gouvernementales de ces deux Etats ont manifesté la volonté de coopérer ensemble, matérialiser leurs relations de façon juridique. Autrement dit, entre la République du Congo et celle du Cameroun les relations sont très anciennes, bien qu'indépendants mais elles n'étaient fondées sur aucune base juridique. Leurs rencontres se faisaient lors des sommets internationaux au moment où les pères fondateurs des indépendances africaines manifestaient la volonté de doté l'Afrique d'une institution politico-économique internationale (K. Ngamonddi, 2011, p. 47).

Durant cette époque, les Présidents Abbé Fulbert Youlou et ahmadou Ahidjo partageaient la même vision pour le développement de l'Afrique. Les deux étant pro-occidentaux et militaient contre l'expansion du communisme sur le continent africain déjà inondé par la présence des communistes et des socialistes (F. Youlou, 1966, p. 76). Alimentés par les esprits contradictoires sur la question de l'intégration, le continent africain connu une scission, d'un côté les pro-occidentaux qui souhaitent l'intégration progressive du continent, et de l'autre les prosocialistes qui soutiennent la théorie de l'intégration immédiate (G. Mvele, 2014, p. 105). C'est sur cette base des débats opposés portant sur la problématique de l'unité africaine et son intégration que ces leaders politiques tissaient leurs liens amicaux. C'est dans ce sens qu'en 1960, va se tenir à Brazzaville une conférence réunissant 12 Etats dont l'objectif dominant est le renforcement des liens avec les Etats métropolitains. Par elle, le continent africain se dota d'une institution internationale dénommée Union Africaine et Malgache (U.A.M), qui devint par la suite Union Africaine et Malgache de Coopération Economique (U.A.M.C.E) puis l'Organisation Communauté Africaine et Malgache (O.C.A.M) et qui donna naissance en 1963 à l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A) (G. Mvele, 2014, p. 105).

1.2. L'action du Président Ahmadou Ahidjo dans la résolution du conflit entre le Congo et le Gabon et l'établissement effective des relations bilatérales entre Etats

En 1962, le Congo et le Gabon sont dans un affrontement sanglant. Pour calmer les esprits entre les populations des deux Etats en conflit meurtrier, le Président Camerounais Ahidjo sollicite la médiation internationale afin de ramener les deux pays au calme et d'instaurer la paix (D. Ovanguiga, 1996, p. 67). C'est donc au cours de cette rencontre à Douala (capitale économique du Cameroun) que les trois chefs d'Etats vont s'engager à nouer leurs relations bilatérales. Le Congo et le Cameroun vont établir leurs rapports réguliers en décembre 1962. En 1963, le Congo envoie son chef de mission diplomatique au Cameroun au nom de M. Emmanuel Samory dont ce dernier présente sa lettre de créance auprès du président Ahidjo. Sa mission diplomatique a aussi pour juridiction au Gabon (D. Ovanguiga, 1996, p. 67). .

Le Cameroun à son tour envoie son représentant permanent au Congo Brazzaville au nom de M. Evina Edjoa en 1964 qui a pour résidence à Bangui. Mais, la date d'ouverture des missions diplomatiques entre les deux pays reste un sujet à polémique. Sans apporté une réponse satisfaisante sur cette polémique, nous allons tenir compte de l'année 1975. Selon le 1er conseillé de l'ambassade du Congo au Cameroun, le Congo a ouvert sa mission diplomatique au Cameroun durant cette époque. On estime que le Cameroun a fait pareille, c'est-à-dire a ouvert ces portes au Congo durant la même période, puisque, c'est durant ces années que les relations entre les deux Etats commencent à se stabiliser. La chute de Youlou va non seulement mettre fin à sa politique internationale, mais aussi et surtout plonger ces deux pays dans un climat de tension (G. Nsafou, 1996, p. 19).

2. La rupture politico-diplomatique entre le Congo-Brazzaville et le Cameroun

Selon les prérogatives de la convention de Vienne de 1962, on parle de la rupture diplomatique lorsque deux Etats sont en conflit armé que l'un d'eux décide de mettre fin à leurs relations avec la fermeture immédiate de ses missions diplomatiques (K. Ngamondi, 2011, p. 165). Mais, il faut le signaler, le Congo Brazzaville et le Cameroun bien qu'en conflit latent, n'ont pas véritable connu une conjoncture diplomatique, leurs relations ont justement traversé des moments de turbulences intenses. Si nous parlons de la rupture, c'est dans le sens de montrer à quel point ces conflits ont perturbés leurs relations bilatérales à un moment donné. Face à cela, on se pose la question de savoir quelles sont les véritables raisons de la conflictualité politico-diplomatique entre le Congo et le Cameroun ? Répondre à cette question c'est faire une brève histoire de l'arrivée au pouvoir de Massamba-Débat d'une part et de la naissance de l'Union des populations du Cameroun (UPC) d'autre part (M. Noumbissie Tchouake, 2017, p. 10.

2.1. Alphonse Massamba-Débat au pouvoir au Congo Brazzaville

Le Congo Brazzaville vient d'accéder à la souveraineté nationale et internationale sous le régime politique de l'Abbé Fulbert Youlou. Dans sa vision pour l'Afrique, il n'hésite pas à manifesté un sentiment de haine atroce vis-à-vis de l'expansion communiste qu'il juge très dangereux et diabolique pour le continent africain (F. Youlou, 1966, p. 67). Au niveau international, les propos de Youlou ont un écho favorable, mais dans l'espace interne son pouvoir est contesté par les syndicalistes congolais qui souhaitent sa démission à tout prix. Youlou est dominé par l'esprit de Sékou Touré par rapport au voyage qu'il avait effectué en Guinée Conakry. De retour au pouvoir, il manifeste le désir d'instaurer le parti unique. Ce projet n'est pas contesté par la population congolaise ni par les mouvements syndicaux actifs. Mais, ces derniers lui reprochent sa mauvaise gérance de la chose publique occasionnée par lui et son entourage gouvernemental. Ajouter à cela, le népotisme, le clientélisme surtout le tribalisme son véritable fusil de pouvoir (F. Youlou, 1966, p. 67).

Les groupes syndicaux qui ne trouvent pas d'inconvénient sur l'instauration d'un parti unique, mais demandent à Youlou de remanier son gouvernement et de faire entrer certains syndicalistes au sein de l'appareil gouvernemental dont ces deniers occupèrent les postes ministériels ci-après :

Ministère de l'intérieur.

Ministère de l'économie et des finances etc.

Leurs revendications ne s'arrêtent guère qu'au niveau des portefeuilles publics, on lui demande aussi et surtout d'éradiquer son entourage qui mène une vie de la belle étoile pendant que la majorité des congolais vivent dans les réalités infernales (G. Nsafou, 1997). Mais, le président n'ayant aucune compassion aux revendications des mouvements syndicaux, refuse de se soumettre à leurs désirs.

Son refus est considéré comme un acte de guerre. Le 13 août 1963, les groupes syndicaux accompagnés de la population tous mobilisés commencent les manifestations en appelant aux villes mortes sur l'ensemble du territoire national. Ceux de Brazzaville prennent la direction de la gare de Brazzaville aux alentours de 7 heures du matin, ils seront farouchement stoppés par les services de l'ordre. Cette manifestation conduit donc à la tuerie de trois syndicats et quelques autres sont arrêtés par les gendarmes (K. Ngamonde, 2011, p. 65). La journée du 14 août, les mêmes manifestants se dirigent vers la maison d'arrêt de Brazzaville où sont emprisonnés quelques syndicalistes. Mais les manifestants sont de nouveau dispersés par la riposte policière, qui malgré leurs efforts de remettre l'ordre et le calme, les manifestants sont parvenu de bousiller le barrage policier et libérer les syndicalistes emprisonnés. Engagé par l'esprit hostile vis-à-vis du pouvoir en place et outre le discours prononcé par le président de la République pour essayer d'apaiser les esprits. La journée du 15 août 1960, malgré la présence des troupes françaises qui sont dépêchées pour disperser la foule en direction du palais présidentiel. Le Président sous pression de la population qui crie à sa démission a fini par remettre sa lettre de démission auprès du capitaine Mounsaka qui la remet par la suite à un syndicaliste. La démission qui évita un bain

de sang, a permis donc à Massamba-Débat, ancien Ministre du plan, et par la suite président de l'Assemblée nationale de l'ancien régime et président de la transition, d'occuper la magistrature suprême de l'Etat en 1963. L'arrivée au pouvoir de ce dernier permis donc de mettre fin à la politique nationale et internationale de Fulbert Youlou (G. Nsafou, 1996, p. 19). .

Le successeur de ce dernier avec la mise en place du parti unique de l'Etat le Mouvement national de la révolution (MNR) crée en 1964, va influencer la politique étrangère congolaise qui milite pour l'instauration du système socialiste en Afrique et soutenir tous les mouvements nationalistes qui luttent contre le pouvoir non seulement colonial mais aussi et surtout contre les régimes pro-occidentaux (H. Oyem, 2019, p. 50). Le renversement de l'ancien régime et son remplacement par le régime révolutionnaire d'Alphonse Massamba-Débat bouleversa les équilibres politiques d'Afrique Centrale.

Brazzaville l'épicentre d'attraction des révolutionnaires dont elle aura l'honneur d'accueillir dans son sol le révolutionnaire historique d'origine argentine CHE GUEVARA en 1965 (T. Deltombe et al, 2011, p. 64). Les Upécistes qui subissent les rafales des militaires, trouvent une nouvelle porte au Sud du Cameroun dont Massamba-Débat leurs offre le terrain pour leur lutte (D. Abwa, 2010, p. 203). Par rapport à l'attitude congolaise, on se pose la question de savoir pour quelle raison l'Etat congolais porte son soutien aux nationalistes camerounais ? Cette question trouve sa réponse en faisant une brève historique de l'UPC.

2.2. *Le Cameroun sous la menace des mouvements nationalistes Upécistes*

La conférence de Brazzaville tenue en 1944 par le général de Gaule au Congo Brazzaville marque une nouvelle période au sein des Etats africains francophones et le Cameroun en particulier (D. Abwa, 2010, p. 54). Avec la suppression des travaux forcés infligés aux indigènes, promouvoir l'éducation féminine, la création des partis politiques et des groupes syndicaux etc. donne l'opportunité aux peuples camerounais comme les autres territoires français de l'époque coloniale de procéder à la création des partis politiques. Le 1er janvier 1960 le Cameroun français accède à l'indépendance dont Ahmadou Ahidjo est le président de la République. Ce dernier est jugé par les nationalistes camerounais, précisément les leaders politiques du Parti des populations du Cameroun en sigle UPC d'être pro-occidental (E. Mveng, 1984, p. 122). Ce parti est créé le 10/04/1948 ayant pour ancêtre lointain l'Union des syndicats confédérés du Cameroun (USCC) auquel Um Nyobe occupait la vice-présidence. Ce dernier occupa le poste du Secrétariat général du l'UPC durant les journées 10 au 13/04/1950 lors de la tenue du congrès de Dschang (B. Anyia Enyegue, 2021, p. 52). Um Nyobe et certains leaders du parti manifestent un désir farouche contre le pouvoir en place, et cherchent par tous les moyens de mettre en péril le pouvoir néocolonial d'Ahidjo.

Ils s'engagent les revendications dont la plus violente fut celle de 1955 dont la France étant la patrie mère sort un violent décret décidant de mettre fin aux activités

de l'UPC (Eric W. Fofack et C. R. Foutsop, 2019, p. 66). Ce décret pousse certains leaders politiques Upécistes de s'exiler vers les Etats d'obédience anglophone et francophone comme le Soudan, le Ghana, l'Algérie etc. Le choix des Upécistes envers ces pays n'est pas anodin. Le continent africain est divisé en deux. Cette division est due à la guerre idéologie autrement appelée la crise internationale qui scinde le monde en deux blocs diamétralement opposé. Certaines unités étatiques sont restés attachés aux occidentaux dont la France et les autres ont trouvé des nouveaux partenaires économico-politiques et militent contre l'impérialisme, le néocolonialisme et adoptent comme système politique soit le communisme soit le socialisme. Parmi ces pays figure en bonne place les Etats cités précédemment (S. Nkainfpon pefura, 1996, p. 95). C'est donc depuis leur exil que ces leaders mènent leur combat contre le pouvoir camerounais. Ceux qui sont restés sur place au Cameroun sont matés à mort et décapités dont les têtes sont exposés sur les morceaux de bois dans les places publiques (F. M. Kenné, 2022, pp. 20-23). Cette pratique inhumaine et criminelle est faite dans l'optique de créer un état de psychose à l'égard de tous ceux qui sont nourris par l'esprit de remettre en cause l'ordre établit (J. Koufan, 2008, p. 9).

Le président camerounais Ahmadou Ahidjo au départ adopte l'attitude diplomatique en faisant appel aux insurgés d'arranger le conflit à l'amiable. Outre ces efforts, les Upécistes poursuivent la lutte. Le pouvoir en place étant soutenu par les guerriers français va adopter la pratique militaire qui finira par éradiquer les rebelles sur l'ensemble du territoire national. C'est donc durant ces affrontements que Um Nyobe trahit par ses siens subira une mort tragique de la part des militaires français qui finiront par décapiter sa tête et exposé sur le lieu public (F. M. Kenné, 2022, pp. 15-20). Cette guerre civile camerounaise dont certains historiens qualifieraient de guerre coloniale occasionne des milliers de morts, qui, jusqu'à nos jours les chercheurs ignorent totalement le nombre exacte des victimes. L'arrivée de Massamba-Débat donne l'opportunité à certains leaders de l'UPC exilé d'atterrir au Congo. Pour les nationalistes camerounais, le fait que le Congo ait à sa tête un révolutionnaire, cela constitue un avantage capital. C'est dans ce sens que Zézé à peine libéré par les autorités camerounaises, après avoir traversé la frontière camerounaise pour le Congo dit : « Un jour de 1963, (…), on entend qu'en a renversé Youlou et que c'est maintenant un régime révolutionnaire. Merci ! Merci ! » (Thomas D. al, 1948, p. 64).

La branche armée de l'UPC, Armée Nationale de Libération du Kamerun (ANLK) dont les leaders sont Ossendé Afana, Woungly Massanga va s'implanter sur le territoire congolais. Ces leaders et le mouvement migratoire de certains Upécistes qui luttent pour l'indépendance totale du Cameroun vont bénéficier de l'appui des autorités congolaises. Ils font de cette terre leur base militaire (D. Abwa, 2010, p. 201). Ils sont formés par les milices cubains et les instructeurs chinois dans les localités de Gamboma, Mfilou, Kimongo, Makou voire à Brazzaville. L'arrive de ces derniers au Congo s'explique par le fait que, le pouvoir congolais avec l'instauration du MNR parti d'Etat défini dans sa politique les principes de base dont la lutte contre l'impérialisme

et le soutien à tous les mouvements nationalistes qui luttent contre les pouvoirs jugés pro-occidentaux (J. Awoumou, 2009, p. 23-38).

La deuxième raison s'explique aussi par la proximité entre le Congo et le Cameroun qui partage les mêmes frontières. C'est donc depuis le Congo que ces rebelles avec l'appui logistique venant des pays socialistes mènent des incursions contre le Cameroun. En 1966, Ossendè Afana, en voulant mener une incursion dans le sol camerounais, il sera tué et dévorer par les bourreaux militaires camerounais (J. Awoumou, 2009, p. 23-38). La seconde incursion sera conduite par Woungly Massaga qui se sent fort avec l'appui angolais et cubains qui forment, entrainent et équipent ses insurgés par des moyens logistiques sophistiqués à Lubomo dans la partie Sud du Congo. Mais, leur incursion connaitra un véritable échec par rapport la présence militaire camerounaise qui les avaient pris en étau lors de la bataille de Mouloundou. En réalité, le soutien aux rebelles Upécistes par le pouvoir congolais était dans un seul objectif : l'expansion de son idéologie socialiste.

Il sied de rappeler que, l'Etat congolais fut le seul pays d'Afrique Centrale ayant pour modèle politique le socialisme scientifique. L'instauration de ce modèle politique au Congo va susciter des tensions politico-diplomatiques avec certains Etats occidentaux jusqu'à ce que cela conduise à la rupture diplomatique avec certains de ces pays tels que la Grande Bretagne, la Corée du Sud, le Portugal etc. En 1964. Il va susciter le rapprochement avec l'URSS, Cuba, la Chine populaire etc. (H. Oyem., 2020, p. 33). Mais, au niveau du continent africain, précisément de l'Afrique Centrale surtout avec les Etats frontaliers cela est considéré comme une menace vis-à-vis des pays pro-occidentalistes.

Seul l'Angola bien qu'ayant encore sous la colonisation portugaise est resté attaché au Congo. Le soutien aux « rebelles » camerounais de l'UPC fut à l'origine de la détérioration des relations bilatérales entre ces Etats pays frontaliers. Il faut signifier que malgré ces vives tensions diplomatiques, les deux Etats n'ont jamais véritable connu un conflit ouvert qui engage l'intervention des forcés armées qui s'affrontent de manière ouverte. Elles ont juste instauré un climat de méfiance et de repli en soit pour la protection des intérêts étatiques des deux Etats voisins. Les relations entre ces pays durant tout le règne du régime congolais de 1964 se basèrent sur une méfiance totale.

3. La continuité des rapports réguliers Congo-Cameroun

L'arrivée de Ngoubi au pouvoir va apporter un vent nouveau dans les rapports entre le Congo et le Cameroun. Bien que les jalons étant déjà posés depuis 1968 avec la tenue de la grande commission mixte entre ces entités politiques, le nouveau pouvoir de 1969 étant déjà hostile aux aventuriers révolutionnaires camerounais va assouplir les tensions. La normalisation de ces relations sera visible avec le volontarisme politique entre ces deux Etats, la normalisation des rapports sur l'aspect économique et la réalisation des projets communs.

3.1. Le volontarisme politique Congo-Cameroun

Pour des raisons économiques et du bon voisinage, les gouvernements du Congo et du Cameroun décident de normaliser leurs relations. Cette normalité est née avec la volonté de Ngouabi qui dans sa philosophie politique de bon-voisinage émanant de sa politique de réconciliation et de l'unité nationale interne à laquelle il transpose dans sa vision étrangère décide de se réconcilier avec le Cameroun. Cela se traduit par le fait que, le Cameroun étant la locomotive économique des Etats de la CEMAC voulait isoler le Congo dans son circuit coopératif. Les populations frontalières congolaises subissaient déjà des effets de la fermeture de la frontière entre ces Etats. Ngouabi bien que partisan du modèle marxiste, n'ignorait pas les principes d'interdépendance coopérative et commerciale que les internationalistes libéraux considèrent comme « Le meilleur moyen de résoudre un conflit d'intérêts entre les acteurs pour atteindre un but comme » (E. W. Fofack et C. R. Foutsop, 2019, p. 287). Il engage des pourparlers avec les autorités étatiques camerounaises. Ces pourparlers avaient commencé bien avant son arrivée aux affaires étatiques, Massamba-Débat commençait déjà à mettre en place les jalons avec la grande commission mixte de 1968 dont les objectifs principaux étaient fixés dans les domaines politique, économique, commercial, administratif et social.

Si pour la délégation congolaise cette commission était pour renforcer et promouvoir les relations entre le Congo et le Cameroun, pour les autorités camerounaises c'était un moyen d'éradiquer les maquisards camerounais du territoire congolais. Après la tenue de la première commission mixte au Cameroun le 19 décembre 1969, une seconde réunion a eu lieu à Brazzaville. Elle fut précédée de deux rencontres préparatoires des sous-commissions techniques congolo-camerounaises tenues respectivement à Ouesso du 31 octobre au 1er novembre 1969 et à Brazzaville, les 6 et 7 novembre 1969. La tenue de ces réunions avaient pour points essentiels promouvoir et harmoniser les relations entre ces deux Etats. Ngouabi en voulant montrer sa volonté de coopérer avec le Cameroun, étant déjà hostile aux maquisards bien que lui-même révolutionnaire, arrête quelques leaders de l'UPC dont Woungly Massaga, Ndoh Michel, Fosso François, Elise Ossendé, Enock Thomas Pemha etc. (M.-I, Ngapeth Biyong, 2009, p. 333). Ces derniers sont tous expulsés vers le Cuba.

Et dans la nuit de 1971, le pouvoir de Brazzaville qui ne cesse de subir la pression atmosphérique du président camerounais Ahmadou Ahidjo, procède de nouveau à l'arrestation de quelques upécistes présents au Congo dont Marie-Irène, Gouya Emmanuel, Moussolo, Ben Salem, Taty Manuel etc. Ces derniers sont expulsés en direction non seulement de la France avec des identités d'origines congolaises, mais aussi vers les pays Magrébins tel que l'Algérie. En leur changeant l'identité tout en devenant des citoyens congolais constituait par les autorités congolaises un moyen de leur facilité l'exil envers ces pays.

En 1972, Ngouabi toujours sa politique de réconciliation avec les dirigeants camerounais, envoi de nouveau une mission interministérielle dans la région d la Sangha pour mieux préparer la réunion de la commission mixte congolo-

camerounaise prévue à Yaoundé du 17 au 21 juillet 1972. Dans la région de la Sangha, aucune présence des rebelles camerounais, le véritable souci restait au niveau de Brazzaville et d'autres villes environnantes, du fait que certains rebelles camerounais avaient déjà intégré la vie sociale congolaise. Parmi eux, figure madame Ossendè et quelques réfugiés de second ordre. Il fallait donc faire le trio afin de connaitre les patriotes camerounais qui sont encore animés par l'esprit révolutionnaire et qui font du Congo leur arrière base militaire. Mais, l'assassinat tragique de Ngouabi en 1977, entrainera un ralentissement dans l'amélioration des relations congolo-camerounaises (M.-I, Ngapeth Biyong, 2009, p. 333).

L'arrivé de Sassou Nguesso en 1979 a permis la reprise des pourparlers avec le Cameroun. Animé par l'esprit de son mentor politique n'est autre Marien Ngouabi, il fait de la diplomatie le crédo de sa politique étrangère. En 1990, l'Afrique alimentée par le vent de la démocratie est plongée dans les conflits politiques dont certains internationalistes qualifient des conflits intra ou extra-étatiques. Ceux-ci sont définis comme « une guerre qui oppose un Etat territorial et une entité non souveraine » ((E. W. Fofack et C. R. Foutsop, 2019, p. 255). En 1992, au lendemain de la tenue de la conférence nationale souveraine qui instaure le régime démocratique au Congo, celui-ci se plonge dans le conflit armé. Durant toute cette période, l'Etat congolais est livré dans les guerres fratricides intenses causant plus de 30 milles morts. Le Cameroun aussi, va connaitre les effets du vent de la démocratique qui se manifeste avec les troubles sociales intenses mais n'occasionnant pas l'écroulement de l'Etat comme au Congo. Durant donc cette décennie, les relations entre le Congo et le Cameroun vont connaitre un temps mort. On va assister à la redynamisation de ces rapports durant les périodes 2000-2002 caractérisées par la volonté de Paul Biya et son homologue Sassou qui s'engagent avec une volonté effervescente d'accomplir leurs projets communs pour une intégration inter-Etat et sous-régionale au bénéfice de tous.

De nos jours, le Congo et le Cameroun ont signé une dizaine de commission-mixte dans plusieurs domaines dont la dernière en date a eu lieu en 2019 à Yaoundé entre le ministre de l'Administration du Territoire Paul Atanga Nji du Cameroun et le ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du Congo Charles Nganfouomo (Cameroon Tribune, 2019). La multitude de ces commissions mixtes a pour objectif de maintenir, d'améliorer et de renforcer les liens fraternels, l'esprit d'entente et de coopération entre ces deux Etats (J. Awoumou, 2009, p. 32).

Hormis des grandes commissions mixtes Congo-Cameroun, ces deux Etats ont mis au point des commissions *ad hoc* qui sont nées justement pour accompagner et être attentif sur le respect de l'applicabilité de ces commissions par ces pays. Parmi ces commissions *ad hoc*, nous avons des commissions chargées d'assurer la coopération en matière de transport, du commerce, en matière scientifique et dans le domaine frontalier. En effet, le couple Congo-Cameroun, sont parmi les deux entités politiques sous régionale qui souhaitent accomplir et réaliser la question de l'intégration. L'accomplissement de ce principe d'intégration dont la Communauté Economique des

Etats de l'Afrique Centrale en sigle CEEAC est resté scotché de voir l'amélioration des rapports réguliers entre ces Etats membres (M. L. Nguema Obiang, 2021, p. 200). La normalisation des relations bilatérales entre le Congo et le Cameroun reste aussi visible sur l'aspect économique.

Depuis 1982, le Cameroun a élargi le cercle de ses partenaires à travers le monde par l'établissement de nouvelles relations diplomatiques et le renforcement de sa présence grâce à la création ou à la réouverture de plusieurs missions diplomatiques et consulaires. Ce redéploiement a également permis la « couverture », par le biais des accréditations multiples, de 16 pays avec lesquels le Cameroun entretenait des relations diplomatiques : Mali, Ghana, Guinée, Burkina Faso, Sierra Leone, Portugal, Emirats arabes unis, Koweit, Qatar, Bahrein, Corée du Sud, Pakistan, Argentine, Pérou, Mexique et Uruguay. Soit cinq pays en Afrique, un en Europe, six en Asie et quatre en Amérique. En dépit de tous ces efforts, une quinzaine de pays avec lesquels le Cameroun a noué des relations diplomatiques ne bénéficiaient pas encore de la juridiction d'une ambassade. L'institution consulaire a également connu un développement remarquable. En 1982, date d'accession à la magistrature suprême du Président Paul Biya, le Cameroun comptait huit consulats ; en 1992, on en dénombrait pas moins de 35 : huit consulats d'Etat, dont quatre généraux, et 27 consulats honoraires dont deux généraux. La coopération bilatérale entre le Cameroun et le Congo-Brazzaville s'accentua davantage avec l'arrivée au pouvoir du Président Paul Biya qui axa sa politique sur la diversification des rapports avec l'ensemble des pays du monde, et particulièrement ceux de la sous-région CEMAC (M. Abui, 1996, pp. 149-150).

3.2. La normalisation sur l'aspect économique

L'arrivée de Marien Ngouabi au pouvoir constitue le point générateur des effets positifs pour les relations entre le Congo et le Cameroun. Dans la zone des Etats de la CEMAC, le Cameroun reste le poumon économique, le Congo comme les autres pays de la sous-région en occurrence le Gabon, le Tchad et la RCA, sont dépendants des produits agropastoraux en provenance du Cameroun (M. L. Nguema Obiang, 2021, p. 207). Etant l'hégémon économique de la sous-région, il fait de ces pays riverains ses débouchés auquel il liquide des marchandises. Marien Ngouabi étant conscient de la puissance économique de son voisin du nord-ouest, de peur d'être isolé en matière commerciale par lui, une fois à la tête de l'Etat congolais manifeste le désir de normaliser leurs relations (E. W. Fofack et C. R. Foutsop, 2019, p. 27).

L'objectif de coopérer de nouveau avec les autorités camerounaises était pour Ngouabi de sauver la population congolaise en général et les peuples de la Sangha en particulier qui commençaient déjà à subir le poids de la fermeture des frontières par le Cameroun. L'attitude du nouveau régime congolais, nous oblige à partager la vision libérale qui estime que les facteurs domestiques et commerciaux influencent la politique étrangère d'un Etat en réduisant la propension à entrer en guerre (E. W. Fofack et C. R. Foutsop, 2019, p. 27). Selon eux, le système international bien qu'étant

dans l'anarchie mais, cela n'empêche pas aux entités politiques rationnelles de coopérer, du fait que, l'interdépendance commerciale fait en sorte que ces dernières puissent solidifier leurs liens commerciaux et réguler leurs rapports dans l'optique de créer un climat de paix.

Cette approche interdépendante nous a permis de cerner le comportement des dirigeants politiques congolais vis-à-vis de son voisin transfrontalier. Par ailleurs, Il faut dire que, la politique étrangère du Congo-Brazzaville est une politique fondée sur le principe révolutionnaire. En guise d'illustration, Le 13 juillet 1969, le président Ngouabi lors de la commémoration du 1er anniversaire de sa prise de pouvoir, n'a pas hésité de mettre en exergue les lignes qui définissent sa politique extérieure : « Elle a été à plusieurs reprises définie et reste inchangée (E. Wilson et C. R. Foutsop, 2019, p. 78). C'est une politique révolutionnaire engagée, menée contre l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme. C'est une politique qui est faite de concert avec tous les pays poursuivant les mêmes objectifs. Et, dans cette opinion, nous refusons tout compromis avec les forces d'exploitation et d'oppression d'où qu'elles viennent. C'est pourquoi nous apportons toujours notre total et indéfectible appui aux mouvements de libération des peuples d'Asie, d'Amérique Latine et d'Afrique qui luttent pour leur liberté et leur indépendance » (M. Ngouabi, 1975, pp. 378-79). En tenant compte de cette assertion, nous pouvons affirmer que le président Ngoubi allait justement à l'encontre de sa politique étrangère du fait qu'il a fini par trahir le mouvement et les partisans Upécistes qui militaient pour la libération du Cameroun contre le pouvoir d'Ahidjo qu'ils jugeaient pro-occidental.

C'est dans ce sens que Zeze l'un des partisans de l'UPC disait par rapport à la trahison des autorités congolaises révolutionnaires à leur égard: « Une guérilla qui n'a pas d'arrière, pas de logistique, pas de ravitaillement en armes, c'est une guérilla qui est étouffée. C'est ce qui nous a réellement brisés. Le parti congolais n'a pas respecté ses engagements. Ils nous ont lâchés » (T. Deltombe et al, 2011, p. 608). Mais, loin de nous tromper, nous avons compris pourquoi, le révolutionnaire congolais a voulu absolument mettre fin au différend qui opposait son Etat avec le Cameroun. Cela s'explique dans les lignes qui définissent sa politique de bon voisinage que lui-même juge d'être fidèle de coopérer avec tous les Etats épris de justice et de paix (D. Ouvanguiga, 1996, p. 68).

En effet, depuis les années 1970 jusqu'à l'époque actuelle, les échanges commerciaux entre le Congo et le Cameroun sont réellement rétablis mais, ils restent largement en faveur d'un seul pays qui n'est autre que l'Etat camerounais. Entre 1970 et 1980 à titre d'exemple, l'Etat camerounais avait exporté les produits d'une somme totale estimée à plusieurs milliards de FCFA envers le Congo et il n'avait qu'importé du Congo les produits d'une valeur de 6749 millions de FCFA (E. W. Fofack, C. R. Foutsop, 2019, p. 73). Toutefois, ce déséquilibre ne remet pas en cause l'existence d'une coopération économique réelle entre ces deux unités politiques. L'instauration des relations économiques entre ces deux dernières traduit l'engagement volontariste approfondi entre les autorités de ces deux pays

De 1980 à 1990, la République congolaise n'arrive guère à remonter la ponte vis-à-vis de la République du Cameroun qui en dix ans a exporté les produits vers le Congo d'une valeur de 60 milliards 040 millions de FCFA et a importé les produits de son voisin le Congo d'une valeur de 6 milliards 517 millions de FCFA (Eric W. al, 2019, p. 73). De 2007 à 2017, les importations congolaises en provenance du Cameroun sont passées d'une valeur de 47.093.858 $ US à une somme 80.148.832 $ US soit une augmentation de 70, 23%. Toutefois, comparé à l'année 2012 où elles avaient atteint une pie de 204.805.257 $ US, ces dernières ont baissé de 80,31% entre 2012 et 2014 avant d'enregistrer à nouveau une croissance de 98,72% en 2017. Comparé avec les importations camerounaises en provenance du Congo nous constaterons un déséquilibre absolu. Le Cameroun a importé du Congo les produits d'une valeur de 21.272.481$ US à 23.297.149$ US durant la période de 2007 à 2017, soit une augmentation de 9, 51%. En faisant une petite comparaison de l'année 2017 où elles avaient un seuil de 48.109.495$ US, ces dernières ont enregistré une baisse de 51,57% (M. Gislin, 2019, p. 57)

S'il s'agit de faire une observation, nous constatons que la République du Congo importe plus les produits en provenance du Cameroun. Ce déséquilibre peut s'expliquer par le fait que le Cameroun durant toutes ces années n'a pas cessé d'accroitre ses échanges à l'égard du Congo dont il avait l'ambition d'en faire un de ses débouchés dans la zone sous régionale de la CEMAC (Eric W. al, 2019, p. 73). Peu importe ce déséquilibre commerciale, le plus important est avant tout la volonté manifeste de ces deux Etats qui dans l'optique d'harmoniser et de maintenir un climat de paix et de bon voisinage ne cessent de coopérer et d'accomplir leurs projets communs (A. Mbohou, 2020, p. 3).

3.3. La réalisation des projets communs : Ecole inter-Etat, la route Ouesso-Sangmelima

L'année 2019, marque un tournoi important dans l'histoire des relations bilatérales Congo-Cameroun. Cela se traduit par le fait que les deux Etats ont concrétisé l'un de leurs projets phares qui s'est matérialisé par l'inauguration de l'Université Inter-Etat Cameroun-Congo (UIECC) basée dans la ville de Sangmelima située dans la partie Sud du Cameroun. Elle a été créée le 21 décembre 2012 par une convention signée par le ministre des Relations extérieures du Cameroun et le Ministre des Affaires Etrangères et de la coopération de la République du Congo (A. Mbohou, 2020, p. 3). La mise en place de cette université marque la volonté des Présidents Sassou Nguésso et Paul Biya de procéder à la formation des jeunes cadres, formés dans le secteur de l'ingénierie numérique purement et simplement de l'informatique. Elle répond aussi aux normes émise par le NEPAD qui dans son programme de soutenir le développement de l'Afrique, a émis le programme éducatif comme un moyen de désenclaver l'esprit des jeunes de la pauvreté (G. Mvele, 2014, p. 32). En octobre 2019, lors de l'ouverture de ses portes, plus de 150 étudiants congolais sont arrivés dans la ville Sud du Cameroun pour l'inauguration de cette école Inter-état Congo-Cameroun.

Mais avant la mise en place de cette rayonnante Université Inter-Etat, les deux Etats avaient signé les commissions mixtes dans le domaine de l'enseignement supérieur, technique etc. C'est donc l'une des raisons qui justifie la présence des jeunes congolais dans les différentes écoles de formation tant publiques que privées camerounaise à l'instar de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), les Universités Yaoundé I et II, ENAM, Ecole des grands travaux etc. Tous ces étudiants bénéficient des mêmes traitements financiers que les étudiants camerounais.

Bien plus, le domaine des transports constitue l'un des secteurs clés de la coopération entre les deux pays. Depuis la décennie 2000, ils ont progressivement renforcé leur coopération dans les sous-secteurs aérien, ferroviaire, maritime, fluvial et routier. Il existe désormais une desserte régulière des lignes aériennes entre les deux pays et l'évolution des travaux de la route Sangmelima-Ouesso. Le projet Sangmélima-Ouesso revêt un caractère régional structurant car il a permis de relier le Congo et le Cameroun par le seul tracé direct existant et constitue également l'un des principaux maillons de corridor alternatif au corridor Windhoek-Tripoli tel que défini dans le NEPAD pour relier les différentes villes des Etats de l'Afrique Centrale (A. Mbohou, 2020, p. 3). Le projet fait partie du premier programme prioritaire du PDCT-AC qui s'inscrit par ailleurs dans le programme d'Action à Court Terme (PACT) du NEPAD né en 2001 (E. Wilson et C. R. Foutsop, 2019, p. 78).

Conclusion

Le Congo Brazzaville et la République du Cameroun sont deux Etats frères liés par les faits historique, géographique voire social. Au lendemain de l'accession à leur souveraineté nationale et internationale, ils décident de nouer des relations bilatérales. Mais, leurs relations n'avaient au départ aucun lien juridique. Par leur volonté de créer un espace de bien commun, ils établissent leurs rapports en 1962, une année après la mise en place de la Convention de Vienne. Très vite, les rapports entre les deux Etats tournent au vinaigre avec l'arrivée au pouvoir d'un révolutionnaire, qui dans sa politique internationale décida d'apporter son soutien à tous les mouvements nationalistes qui luttent contre le pouvoir colonial et les pouvoirs pro-occidentaux. Son attention d'apporter son soutien aux rebelles Upécistes camerounais va créer des vives tensions au point de connaitre une rupture diplomatique. L'arrivée au pouvoir de Marien Ngouabi en 1968 avec l'instauration du Parti Congolais du Travail en 1969 donne un bouffé d'oxygène dans les relations entre ces deux pays. Depuis lors, ils ont procédé à la normalisation de leurs rapports afin de renforcer et promouvoir la coopération politico-économique et commerciale qui constitue l'un des moyens efficaces d'accomplir leur part de responsabilité dans le processus d'intégration dans la zone CEEAC-CEAMC. La normalisation de ces relations débutent à partir de 1970 sur le domaine commercial lors de la mise en place de la grande commission mixte. Elle est suivie par la concrétisation des actes économiques de développement des

projets communs à l'instar de : la construction de l'Université Inter-Etat Cameroun-Congo et l'inauguration du corridor Ouessso-Sangmelima en 2019. Cette période marque enfin de compte, une véritable page dans l'histoire de la coopération entre les deux Etats.

Références Bibliographiques

Abbé Fulbert Youlou (1966), *J'accuse la Chine*, Paris, Table Ronde.

Abui Mama (1996), « Vitalité et rayonnement internationaux », in *Jeune Afrique Economique,* Hors-série.

Abwa Daniel (2010), *Cameroun, histoire d'un nationaliste,* Paris, L'Harmattan.

Anyia Enyegue Basil (2021), *Les renseignements généraux dans la lutte contre l'insurrection armée en Sanaga-Maritime,* Paris, L'Harmattan.

Awoumou Jean (2009), « Ossende Afana : un héros méconnu », in La voix du Peuple, n°008, mars.

Chatain Jean et Augusta Epany Augusta (2011), (Als), *Kamerun, l'indépendance piégée. De la lutte de libération à la lutte contre le néocolonialisme*, Paris, L'Harmattan.

Côme Damien et Awoumou Georges (2008), « Etat des lieux des relations politiques et diplomatiques entre les Etats membres de la CEEAC », Rapport, PAPS/CEEAC.

Deltombe Thomas et Domorgue Manuel, (Als), *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011

Fofack Eric Wilson et Foutsop Clovis Rodrigue (2019), « Les relations Cameroun-Congo depuis 1960 : l'influence des activités politiques et militaires de l'ANLK à la normalisation », *In Africa (s),* Vol.6, n°12.

Geslin Morel Mbokou Mayangui (2019), *Les principaux obstacles aux échanges commerciaux en Afrique Centrale : cas de la CEMAC*, Mémoire de Master, Ecole national d'Administration, Paris.

Kenné Faustin Magelan (2022), Vivre sous maquis : décolonisation, nationalisme et architecture militaire à l'Ouest Cameroun de 1957 à 1971, Dschang, Première Editions.

Koufan Jean (2008), « Des parcoursdifférents pour un destin national : sur les traces des icones du nationalisme camerounais », in Cahier de Mutations, n°051.

M'Paka Albert (2007), *Démocratie et société civile au Congo-Brazzaville*, Paris, L'Harmattan.

Marie-Irène Ngapeth Biyong, Cameroun. Combats pour l'indépendance, Paris, L'Harmattan, 2003

Mbohou Azize (2020), « Cameroun-Congo : une coopération fraternelle et dynamique », *in Cameroon Tribune,* 14 septembre.

Mvelle Guy(2014), *Intégration et coopération en Afrique. La difficile rencontre possible entre les théories et les faits*, Paris, L'Harmattan.

Mveng Engelbert (1984), *Histoire du Cameroun, Yaoundé*, CEPER.

N'Dimina-Mougla Antoine-Denis (2009), « Les manifestations de la guerre Froide en Afrique Centrale (1961-1989) », *In Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°233, 2009/1.

Ngamondi Karie (2011), *La politique étrangère du Cameroun en Afrique Centrale : constances et fluctuation*, Thèse de Doctorat Ph. D en Science Politique, Université de Yaoundé II.

Nguema Edou Martin Leandry (2021*), La contribution stratégique et diplomatique du Cameroun à l'intégration*

Nkouka-Tsulubi Alphonse (2012), *50 ans de politique extérieure du Congo-Brazzaville : Diplomatie et démocratie*, Paris, L'Harmattan.

Noumbissie Tchouake Maginot (2017), *Bamileké, la naissance du maquis dans l'Ouest-Cameroun,* Yaoundé, Ifrikiya.

Nsafou Gaspard (1996), « Congo, De la démocratie à la démocrature », Paris, L'Harmattan.

Ouvanguiga Dominique (1996), « La Guerre-Froide entre le Congo et le Cameroun (1963-1973) », *In Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°181

Ouvanguiga Dominique (1997), « Etablissement des relations diplomatiques entre le Congo et le Cameroun », *In Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°185.

Roux Christophe et Savarese Eric (2019), *Science Politique,* Paris, Editions Bruylant.